

4 juillet 1989 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'occasion du dîner offert en l'honneur de M. Mikhaïl Gorbatchev, Président du soviet suprême d'URSS et de son épouse, notamment sur les relations franco-soviétiques, la maison commune européenne et le désarmement, Paris, Palais de l'Élysée le 4 juillet 1989.

Monsieur le Président,

- madame,

- A l'issue de ce repas, je veux d'abord vous dire combien je suis heureux - nous sommes heureux - de vous accueillir ce soir au Palais de l'Élysée, vous-même, votre épouse et la délégation soviétique.

- Votre visite s'inscrit dans le droit fil du dialogue politique entre l'Union soviétique et la France dont nous avons voulu, en 1985, qu'il fût conforme aux responsabilités qu'exercent nos deux pays en Europe et dans le monde. Ce dialogue, qui se déroule dans le respect du partenaire, montre qu'il y a place entre nous pour un débat, débat soutenu, exigeant, constructif.

- Je n'oublie pas que vous avez consacré à Paris votre première visite officielle en Occident. Je n'oublie pas davantage l'accueil que vous m'avez réservé par deux fois à Moscou. Les conditions sont désormais réunies pour que la qualité de nos relations politiques, économiques, culturelles soit à la hauteur de l'estime que se vouent nos peuples, membres de la même famille européenne, héritiers pour une large part d'une même civilisation. Et après tout, quand on regarde l'histoire se dérouler depuis des siècles, unis quand il le fallait dans la fraternité des armes, rarement nous nous sommes affrontés.

- Ce voyage, le vôtre, se situe à un moment dont chacun pressent ce qu'il peut avoir d'exceptionnel pour notre continent notamment. Pour la première fois depuis cinquante ans ou presque, la chance d'extraire l'Europe d'une ère de division et de confrontation, de guerre, elle est là devant nous. On peut s'engager sur la voie de la réconciliation. L'entente se trouve à portée de la main, si l'on sait la saisir.

- Dans ce grand changement, la part que vous avez pris monsieur le Président, et que vous prendrez, comptera pour beaucoup. Elle a déjà compté et de façon déterminante. Et vous savez avec quelle attention nous suivons vos projets de réforme courageux, ambitieux. C'est vrai, nous souhaitons - je le souhaite - le succès de votre perestroïka. Nous pensons qu'elle doit procurer plus de liberté et de bien-être aux citoyens soviétiques. Nous souhaitons ce succès s'il renforce une coopération pacifique, comme cela a déjà commencé, entre l'Union soviétique et le reste du monde.

L'Europe elle, vit à l'heure de l'interdépendance. Rien de ce qui se passe à Moscou, à Varsovie, à Budapest ou ailleurs ne nous indiffère. A l'Ouest, par exemple, douze pays qui se reconnaissent dans les mêmes valeurs démocratiques ont édifié une communauté fondée sur la libre adhésion et l'égalité de ses membres. Et pourtant, que d'affrontements dans le passé, que de déchirements, que de luttes ! Nous agissons non pas dans l'intention de creuser un écart

économique ou technologique avec le reste du continent. Mais parce qu'il est normal que ceux qui s'y sentent prêts commencent à façonner le visage de l'Europe future. La Communauté des Douze vient de franchir une étape supplémentaire à Madrid en mettant en chantier l'union économique et monétaire. On rencontrera d'aides difficultés mais c'est un acquis nouveau.

- La Communauté européenne est aujourd'hui une réalité reconnue comme telle, et elle ne menace personne. Sa volonté de coopérer avec les autres Etats qui le souhaitent n'est pas à démontrer. Depuis ces deux dernières années, elle a conclu des accords, à leur demande, avec la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Elle a établi des relations avec le Comité d'assistance économique mutuelle. Des négociations sont en cours avec l'Union soviétique, votre pays, avec la Bulgarie. Sans parler, bien entendu, des coopérations plus anciennes avec les pays en développement, illustrées par la Convention de Lomé, avec ceux de l'Association européenne de libre-échange comme avec le Maghreb. Pendant la présidence française qui vient de s'ouvrir, j'entends poursuivre et renforcer l'ensemble de ces relations.

- Le pôle d'attraction que constitue une communauté soudée et assurée d'elle-même, ouverte sur l'extérieur sans être inféodée à quiconque, est je le répète, une chance sans pareille pour le rapprochement et la stabilité en Europe. Chacun des douze partenaires sait aussi ce qu'il a fallu de volonté et de persévérance pour parvenir au point où l'on en est. Et rien n'aurait été possible sans la réconciliation franco-allemande, ni sans le retour à la démocratie des pays du Sud de l'Europe, sans la volonté de résister aux pressions extérieures, ou de surmonter les égoïsmes nationaux. Bien entendu, nous sommes encore loin de l'objectif à atteindre, mais nous sommes sur la voie. Et cet acquis, personne n'est prêt à l'échanger contre des chimères. Nous entendons l'appel qui nous vient d'au-delà des frontières communautaires. Nous sentons, ici et là, d'un bout à l'autre du continent, des volontés se tendre pour dépasser l'Europe que je définis souvent de cette façon : l'Europe née du hasard des armes et victime d'une division artificielle.

- La consolidation des équilibres chèrement acquis, n'y paraît plus aujourd'hui incompatible avec l'extension de la démocratie ni le besoin de sécurité des Etats avec le désir de liberté des citoyens. Tout cela va de pair.

Sur de telles prémisses, l'idée que vous avez lancée d'une "maison commune européenne" - on vous reconnaîtra que vous êtes propriétaire de l'expression - elle peut et elle doit trouver un fondement solide. L'essentiel est de s'entendre sur ce que l'on veut y mettre - tout ce qui permettra à chacun de se retrouver chez soi - encore faut-il s'entendre aussi sur la façon de procéder.

- Entre les deux moitiés de l'Europe, il reste bien des obstacles à aplanir, des méfiances à dissiper, des barrières à abattre avant que les habitants de la future maison s'y sentent à l'aise et en confiance. Mais c'est déjà un progrès considérable que d'avoir identifié ces difficultés et qu'enfin tous les Européens en discutent, comme ils le font aujourd'hui dans la ligne du processus engagé il y a quelques années à Helsinki. Je pense, bien entendu, à la Conférence sur le désarmement conventionnel qui se tient à Vienne, à la récente Conférence de Paris sur la dimension humaine. Je me réjouis qu'une coopération sans précédent se soit établie entre nos deux pays pour élaborer les bases d'un Etat de droit européen. Et notre entreprise ne peut se concevoir que pour une communauté de peuples libres, de citoyens protégés contre l'arbitraire ou l'intimidation, libres d'aller et venir et de découvrir leurs cultures et leurs modes de vie respectifs.

- A l'aube d'un nouveau millénaire qui nous guette dans onze années, je crois qu'il nous appartient d'apporter aux nouvelles générations, trop longtemps otages d'un passé révolu, une vision de l'avenir européen qui leur redonne foi en elles-mêmes. On distingue partout en Europe une sorte de manque de confiance en soi. Favorisons les contacts entre sociétés civiles et les échanges de jeunes. Mobilisons les intellectuels sur un projet de charte des libertés en Europe. Agissons ensemble pour protéger notre environnement naturel. Faisons des techniques modernes de communication un trait d'union entre nous, l'instrument de sauvegarde de nos identités nationales et de la culture européenne dans ce qu'elle a d'universel.

- Au cours de nos précédentes rencontres, nous avons commencé à débattre de ces thèmes. Ce soir encore, et demain nous continuerons, reprenant le fil des heures et des heures qui nous ont réunis en France et en l'Union soviétique au cours de ces dernières années et il'en ai toujours tiré

reunis en France et en Union soviétique au cours de ces dernières années et j'en ai toujours tiré le plus grand profit. J'ai toujours trouvé en vous, monsieur le Président, un interlocuteur attentif et ouvert. Chacun peut constater que des pas en avant ont été accomplis. Je me réjouis que vous soyez, au cours d'un même voyage, l'hôte de la France et du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Je souhaite que votre intervention publique dans cette ville marque encore un progrès sur la voie de l'Europe réconciliée.\

C'est en Europe aussi que se manifeste l'élan donné au désarmement. Nous assistons à un phénomène exemplaire : tous les pays européens, auxquels s'ajoutent les Etats-Unis et le Canada, reconnaissent que la priorité doit être accordée désormais à la réduction, équilibrée et vérifiable, des arsenaux conventionnels et s'efforcent de rapprocher leurs points de vue respectifs, dans un même souci de poursuivre, d'avancer.

- La France qui n'a cessé de demander que s'engagent les négociations de Vienne, y participe activement. C'est dans cet esprit que nous avons soutenu les récentes propositions sur ce terrain de l'armement conventionnel, du Président Bush, qui sont inspirées par la volonté, que nous partageons, de conclure rapidement un accord garantissant notre sécurité mutuelle.

- Certes le désarmement touche aussi d'autres domaines. L'année 1989 s'est ouverte avec la tenue à Paris de la Conférence sur le désarmement chimique, qui a été un succès puisque les pays du monde entier y ont déclaré leur volonté de parvenir, dans les meilleurs délais, à une convention interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'emploi de cette arme, ainsi que la destruction de ce qui existe, et qui est, dans certains cas, considérable. Il est heureux que les négociations de Genève progressent. Il reste à les faire aboutir. Cela dépend pour une large part de nous.

- Je me réjouis encore de ce que vous avez repris, avec les Etats-Unis, la négociation pour la réduction des armes stratégiques. Nous souhaitons l'aboutissement rapide de ce qui a été entrepris sur ce terrain.\

Les responsabilités internationales de la France et de l'Union soviétique, et en particulier leur statut de membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations unies les prédisposent naturellement à se concerter sans relâche pour favoriser, partout où des conflits persistent, les conditions d'un retour à la paix.

- C'est dans cet esprit que nous avons évoqué, au cours de nos conversations la situation au Cambodge, en Afghanistan, au Proche-Orient. Vos récentes déclarations sur le Liban constituent un écho encourageant à l'appel que j'avais lancé en avril, je me souviens de notre échange téléphonique où vous aviez été si proche et si coopératif. Il faut qu'un terme soit mis aux souffrances de la population de Beyrouth et que le Liban retrouve ses prérogatives d'Etat souverain.

- S'agissant du conflit israëlo-arabe, notre rôle est aujourd'hui d'encourager les adversaires à s'accepter comme interlocuteurs et d'offrir un cadre utile à leur dialogue. Nous en avons parlé cet après-midi. La Conférence internationale que nous avons préconisée, vous et moi, dès 1986 demeure à mon sens plus que jamais d'actualité.\

En cette année du Bicentenaire de la Révolution Française, - vous avez cet après-midi fait un tour du côté de la Bastille, peut-être pour voir où nous en étions, enfin elle est rasée, vous l'avez constaté, attention il s'en élève toujours d'autres, il faut avoir le regard bien ouvert - mais enfin un grand vent d'espérance balaie le monde et ce grand vent, on en sent encore le souffle aujourd'hui. Tous les hommes épris de liberté ont subi comme une régression les événements de Chine. Que de jeunes ouvriers et étudiants puissent être exécutés pour avoir pacifiquement manifesté leur aspiration à la démocratie montre à quel point toute conquête est fragile, tout progrès aléatoire. J'admire la volonté de ceux qui croyant dans ce qu'ils font persévèrent dans le chemin qu'ils ont choisi en sachant qu'ils travaillent pour le bonheur de leur peuple et pour la reconnaissance de l'histoire.\

Dans l'Europe et le monde en changement, nos deux pays ont réappris à travailler ensemble. Ils en avaient besoin. En novembre dernier lors de ma visite à Moscou, nous avons arrêté un programme de travail ambitieux. Sept mois après, je constate avec satisfaction que les engagements sont tenus. Une vingtaine d'accords seront signés à Paris, embrassant les grands

domaines de notre coopération.

- Bornons nous pour l'instant à mettre l'accent sur les résultats les plus significatifs. Notre coopération économique sera facilitée par des structures de coopération plus efficaces, plus réalistes. Des centres culturels français à Moscou et soviétique à Paris seront ouverts. Mille jeunes de chaque côté se rendront dès l'an prochain dans des familles de l'autre pays. Des cadres soviétiques seront formés en France aux méthodes de gestion telles que nous les pratiquons et puis ensuite ils compareront leurs expériences. Nous souhaitons en accueillir autant qu'il vous sera possible, tant nous sommes convaincus qu'au delà des échanges, des connaissances techniques, ce sont des relations humaines durables qui se bâtiront entre jeunes gens appelés à remplir par la suite de grandes responsabilités dans leur pays.

- Un accord de coopération dans le domaine de la télévision à haute définition marque la volonté partagée de parvenir à une norme commune européenne. Vous avez parlé de "maison commune", si on ne parle pas le même langage et si on ne voit pas les mêmes images d'une pièce à l'autre ou d'un Etat à l'autre, cette maison commune aura l'air d'une curieuse reproduction de la tour de Babel. La reprise d'échanges entre nos armées symbolise le retour à des relations plus confiantes. Il est bon que l'action soutenue de nos gouvernements, de nos industriels, de nos hommes de culture, dont beaucoup sont présents ici ce soir, ait permis de faire lever une moisson en si peu de temps.

Eh bien voilà pourquoi monsieur le Président je souhaite que la coopération entre l'Union Soviétique et la France soit, à l'image de ce que nous voulons faire en Europe, l'expression d'une vraie, bonne, solide, durable solidarité. Nous n'avons aucune raison d'agir autrement. Je vous suis reconnaissant, monsieur le Président, d'avoir montré dans toutes vos actions que votre détermination et que votre résolution étaient celles d'un engagement de conscience à l'égard de votre peuple et de la paix dans le monde.

- Aussi, je veux apporter à celles et ceux qui sont venus ce soir, vous apporter un témoignage d'amitié, monsieur le Président et vous madame, l'amitié que la France porte à votre pays et porte à vos personnes. Je veux élargir ces remerciements à l'ensemble des personnalités soviétiques qui vous ont accompagné dans ce voyage et que nous avons la chance d'avoir chez nous.

- Je vais lever mon verre, geste classique qui peut être significatif, en formant des vœux pour votre santé monsieur le Président, pour celle de madame Gorbatchev dont nous apprécions - ma femme et moi - depuis le premier jour le charme et la culture, la présence inlassable au service de votre pays et ce qu'elle ajoute à l'action du Président Gorbatchev. Nous y sommes sensibles et je ne vois pas pourquoi on ne vous le dirait pas. Nous y sommes sensibles et comme la joie ne serait pas complète si l'on ne formait les mêmes vœux pour ceux que vous aimez, pour ceux qui vous sont chers, associons-nous tous ensemble autour de ces tables dans les souhaits qui finalement se rassemblent autour d'un vœu central : une bonne santé à nos peuples et une bonne santé au peuple soviétique. Bonne chance pour l'avenir de votre pays et vous y aurez, monsieur le Président et vous madame, ce soir, contribué.